

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION
DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
COMITE SYNDICAL du 23 février 2023**

DELIBERATION N°03/2023

Objet : Création d'un emploi non permanent : contrat de projet ADEME-Chargé de mission transition écologique

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois février à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Targon.

Date de convocation du Comité syndical : 14 février 2023.

Secrétaire de séance : Patrice Chazallet

Présents :

Présents :

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France		BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		SHERIFFS	Colin	
MAULUN	Frédéric	×	GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	
COLINET	Christophe	×	LHOMET	Sylvie	
GUERIN	Christine		CHAMPALOU	Karine	×
DESTRUEL	Philippe		LE ROUX	Hélène	
CDC RIVES DE LA LAURENCE					
QUENNEHEN	Vincent	×	LA MACCHIA	Bruno	
MARTIN	José		YANINI	Daniel	
BORIES	Lucile		DA COSTA	Laëtitia	
FAVRE	Emmanuelle		KOUTCHOUK	Harrag	
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	
BAGOLLE	Céline	×	AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	
CHAZALLET	Patrice	×	VACHEYROUX	Elizabeth	
ZEFEL	Nathalie		CASTAING	Corinne	
GOEURY	Céline				
BARRABES	Xavier		DELPONT	André	×
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain		MONNERIE	François	×
PAGÈS	Bernard	×	LAFON	Maryvonne	
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette	×	BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain		JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 13

Délégués excusés en cours de séance : 0

Délégués représentés : 3 (pouvoir de Emmanuelle Favre à Céline Bagolle ; de Alain Boizard à Bernard Pagès, Michel Joucreau à Maryse Aubin)

Délégués représentés en cours de séance : 0

Suppléant ayant pris part au vote : tous les suppléants

Vu les articles L. 313-1 et L. 332-24 du Code Général de la Fonction Publique ;

Suite à la signature du Contrat d'Objectifs Territorial 2023-2026 avec l'ADEME et les 5 communautés de communes et afin d'animer sa mise en œuvre (audits, actions mutualisées...), il est nécessaire d'ouvrir un poste de chargé de mission transition écologique sur la durée de ce contrat.

Ce contrat répondant à un besoin temporaire, la mise en place d'un contrat de projet est nécessaire.

A noter, le poste est financé à 100% par l'ADEME.

Ce contrat se déroule en 2 phases.

Phase 1 : à partir de mars 2023 : 1 an

La première phase de ce Contrat d'Objectifs Territorial, basée sur l'audit de la stratégie PCAET des Cdc, de leurs projets et leurs actions.

A l'issue de la phase 1, le Pôle et les Cdc resteront libres de s'engager, ou non, dans la phase 2 du dispositif consacré au volet opérationnel. **La poursuite du projet, et donc du contrat du chargé de mission transition écologique dépendra de la volonté ou non du Pôle et des Cdc de s'engager dans la phase 2.**

Phase 2 - optionnelle – le comité syndical du PETR délibèrera pour valider l'engagement de la phase 2 : 3 ans

La seconde phase est consacrée à la mise en œuvre du programme d'actions.

Considérant que pour la réalisation du projet précédemment exposé, il y a lieu de créer un emploi non permanent de chargé de mission transition écologique, relevant de la catégorie A au grade d'attaché à temps *complet* pour une durée hebdomadaire d'emploi de 35 heures dans les conditions prévues aux articles L. 332-24 à L. 332-26 du Code Général de la Fonction Publique

Après en avoir délibéré, les membres du comité syndical décident à l'unanimité,

- la création au tableau des effectifs d'un emploi non permanent d'attaché, pour mener à bien ce projet, à temps complet, pour une durée hebdomadaire d'emploi de 35 heures ;
- l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet au budget ;
- les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 27 février 2023.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait et délibéré le 23 février 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20230223-03-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/03/2023

Affichage : 03/03/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président,

Alain MONGET